Le Soir
PANORAMA

Le Soir sur Internet :
http:www.lesoirdalgerie.com
E-mail : info@lesoirdalgerie.com

A FONDS PERDUS

La revanche de Galbraith

Il est rassurant de lire que nous ne sommes pas les seuls sur cette terre à ne pas savoir de quoi sera fait demain. Le FMI est aussi inquiet qu'incapable de prévoir quoi que ce soit, les banques centrales ne savent plus où donner de la tête, les politiques sont désarmés, le climat des affaires est morose et la croissance se fait désirer depuis l'écroulement, le 11 août 2007, du marché des prêts interbancaires.

Dans une allocution intitulée «Regard sur le paysage économique mondial et le rôle du dollar», John Lipsky, son premier-directeur général adjoint, a déclaré, le 22 juillet dernier à Washington, que «la chute des prix des actifs sur de nombreux marchés-clés, la flambée des prix de l'énergie et des produits de base, qui attise l'inflation et une croissance mondiale en berne, rendent difficile le choix d'une stratégie» (*).

«Il est d'autant plus délicat de réagir à ce ralentissement que l'augmentation des prix des produits de base risque d'avoir des effets secondaires et que les tensions à l'œuvre sur les marchés financiers ne se relâchent pas. Ceci étant dit, il faut suivre de très près les pressions inflationnistes, car tout progrès économique serait sérieusement compromis si les victoires remportées ces dix dernières années contre l'inflation étaient réduites à néant», a ajouté M. Lipsky.

Dans de nombreux pays émergents majeurs, la lutte contre l'accélération de l'inflation, causée à la fois par une forte demande intérieure et l'envolée des prix des produits de base, est, en effet, au cœur des préoccupations.

De nombreuses banques centrales ont relevé leur taux directeur en réaction à la progression de l'inflation, mais, en général, les taux d'intérêt sont restés négatifs en termes réels, notamment dans les pays où la gestion du taux de changes a limité la souplesse de la politique monétaire.

Il a aussi souligné que les conditions du marché financier restaient difficiles : «La fermeté face aux turbulences financières et les progrès de la recapitalisation bancaire sont des développements encourageants, mais les indicateurs montrent que le crédit continue de se dégrader à mesure que les conditions économiques s'affaiblissent.»

Mais le pire reste à venir du côté de la crise financière. Il y aura encore des morts, disait mardi dernier Kenneth Rogoff, l'ancien économiste en chef du FMI.

Dans une allocution prononcée le 24 juin 2008 au Parlement européen, James K. Galbraith (**) — un libéral sympathique, car être libéral aux Etats-Unis, c'est être à contre-courant de l'orthodoxie conservatrice, c'est être de gauche — estime que sous l'impact des implications théoriques de la crise financière éclatée en 2007, «l'héritage de Milton Friedman tombe en ruines, et les avatars du monétarisme tombent dans le ridicule. C'est le cas également du «nouveau consensus monétaire» — qui se réclame, lui aussi, de l'héritage intellectuel du monétarisme —, érigé jusqu'à récemment au rang de fondement intellectuel des banques centrales modernes».

Le sort réservé par l'histoire économique au monétarisme de Friedman est fort peu enviable, de l'avis de l'auteur de l'allocution.

L'argumentaire de Galbraith et sa farouche croisade contre le monétarisme méritent d'être révélé.

Une Histoire monétaire des Etats-Unis 1867-1960, livre publié en 1963 par Milton Friedman et Anna Jacobson Schwartz, avait un message simple : le marché est infaillible, seul le gouvernement se trompe. Sa parution allait éclipser des programmes universitaires *La Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, de John Maynard Keynes (1936).

Milton Friedman et Anna Jacobson Schwartz, dont la doctrine reste aux fondements de toutes les idéologies des banques centrales, y affirment que l'effondrement économique de 1929-1933 avait été le résultat du dérèglement du mécanisme monétaire du pays et que «la contraction est en réalité une preuve tragique de l'importance des forces monétaires».

L'idée centrale est que «l'inflation est partout et toujours un phénomène monétaire», ce qui signifie que la monnaie et les prix sont liés. Friedman croyait surtout que la monnaie était une variable politique, une quantité que la banque centrale pouvait créer ou détruire à volonté. Galbraith la résume par l'équation suivante : «Créez-en trop, et vous relancez l'inflation ; créez-en trop peu, et l'économie risque de s'effondrer. Il s'ensuit que le bon dosage entraîne le bon résultat : des prix stables, avec pour corollaire ce que Friedman appelait le taux naturel de chômage. Ce raisonnement avait pour but de soutenir sa proposition clef : un marché libéré de toute entrave est intrinsèquement stable. Dans l'Evangile selon Friedman, le gouvernement est le serpent, l'intrus dans le jardin d'éden, et la politique doit avant tout laisser l'économie suivre son cours.» Pendant plusieurs décennies, les seuls variables en vogue étaient : la politique monétaire, le «taux naturel de chômage» et l'idée que la lutte contre l'inflation passe avant la lutte contre le chômage. «C'est là qu'il a planté le décor de la "contre-révolution" qui domine la microéconomique universitaire depuis une génération et qui continue à influencer la manière dont la plupart des gens conçoivent la politique monétaire et la lutte contre l'inflation», rappelle Galbraith. Ce faisant, Friedman justifiait l'injustice et soutenait l'autorité.

Au milieu des années 1980, le monétarisme rigoureux dont Friedman s'était fait le champion disparut du monde universitaire.

Il trouva néanmoins dans le «nouveau consensus monétaire» un héritier légitime.

Arrêtons-nous, un bref instant, sur cette version actuelle du monétarisme. Le fondement du nouveau «consensus monétaire» est l'idée énoncée par Goodfriend que «s'il intervient au moment opportun, un resserrement agressif des taux d'intérêt» permet d'éviter l'inflation «sans provoquer une récession» (***).

Galbraith relève que «dans les articles consacrés à la politique monétaire et le "nouveau consensus", il n'est jamais question de crises financières, de prêteur de dernier ressort ou de nationalisation des banques (comme pour la Northern Rock en Grande-Bretagne). On y trouve plutôt une profession de foi aveugle et dogmatique qui affirme que la politique monétaire ne doit en aucun cas se soucier de pareils problèmes.

C'est en partie pourquoi je considère le prétendu "nouveau consensus monétaire" comme une idée dénuée de toute pertinence. Faisant face à la réalité d'un système financier qui s'effondre, les banques centrales n'y ont trouvé aucun appui ; elles ont dû chercher ailleurs pour repenser leur politique. Elles y sont plus ou moins parvenues, et c'est tout à leur honneur. Mais elles ne l'ont pas avoué».Et si aussi bien Friedman que le «nouveau consensus» se trompent, que peuvent faire les banques centrales aux abois ? «Il faut qu'elles se rendent à l'évidence : l'instabilité du capitalisme, l'irresponsabilité des spéculateurs rendent la régulation et l'intervention nécessaire plus nécessaire que jamais», conclut Galbraith.

A. B.

(*) Bulletin du FMI, 8 août 2008.

Par Ammar Belhimer
ambelhimer@hotmail.com

(**) James K. Galbraith, *La fin du nouveau consensus monétaire : la crise financière et l'héritage de Milton Friedman.* La traduction française du texte intégral peut être téléchargée sur www.laviedesidées.fr

(***) Pour plus de détails, voir Marvin Goodfriend : *How the World Achieved Consensus on Monetary Policy* (Comment le monde est parvenu à un consensus en matière de politique monétaire), numéro d'automne 2007 du *Journal of Economic Perspectives*.

On peut retrouver et consulter librement cet article dans les archives de la revue sur le site www.aeaweb.org. Marvin Goodfriend y écrit : «Selon ce «principe de ciblage d'inflation», une politique monétaire qui vise l'inflation apporte la meilleure contribution à la stabilisation de la production [...]. Cibler l'inflation rend la production réelle conforme à la production potentielle.»

POUSSE AVEC EUX !

DANS QUELLE LANGUE FAUT-IL TE LE DIRE ?

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com

C'est la question que tout le monde se pose après l'annonce par Moussa Touati de sa candidature à la présidentielle de 2009 : quel va être son poids dans ce scrutin ?

A vue de nez, je dirais... 72 kg.

C'est tout à fait lui ! Je le reconnais bien là mon Belkhadem. Les bombes explosent, et lui, Abdelaziz 2, ministre d'Etat et conseiller d'Abdelaziz 1er, ne trouve d'autre combat à mener que celui de la défense acharnée de la langue arabe. Ya si Mohamed, le kamikaze chargé de TNT, que tu lui cries «halte !» «stop !» ou «qif !», il s'en bat les boucles de sa barbichette. Sa bombe, il la fera péter, que tu lui baragouines, en arabe châtié, en français ou en tamazight ! C'est valable pour les bombes, mais pas seulement. Les Algériennes et les Algériens qui tombent de pâmoison devant la laitue à 160 DA, tu crois qu'ils ont faim et qu'ils salivent leur race dans une langue particulière ? Crois-tu vraiment que si tu énonces en arabe classique le prix du sucre, de l'huile, de la semoule ou des fruits et légumes aux oreilles du populo, il souffrira moins de rentrer à la maison les mains vides ? En arabe, en français ou en javanais, l'expression «couffin du ramadan» sonnera toujours aux oreilles des Algériens comme une atteinte à la dignité dans un pays pétrolier et gazier. Bonté divine ! Comment se fait-il que dans cette salle blidéenne de ton université d'été, il n'y ait eu personne pour se lever et te dire d'arrêter ton char. Le FLN a été certes détourné de sa mission première, accaparé comme un bien perso, perverti par les islamistes et les avatars du baâthisme, mais il doit bien se trouver quelque part, au fond de la salle, dans un coin d'ombre, une voix, ne serait-ce qu'une seule voix, même fluette, même presque éteinte, même craintive pour te dire : «Barka !». Ça suffit ! Patron du parti majoritaire, tu ne peux pas impunément venir prendre la tête aux Algériennes et aux Algériens avec des problèmes d'arabisation, alors qu'eux ne savent pas à huit heures du matin s'ils rentreront chez eux le soir, à 20 heures, vivants et avec un couffin à la main. C'est tout simplement une insulte aux conditions de vie de 35 millions d'habitants de ce pays que d'oser venir leur parler d'arabisation en ce moment. De l'insulte, ou, plus grave, de la provocation. Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.